

## AHMED BENBITOUR, ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT : «24% de la richesse du pays ne sert à rien»

*La politique économique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays, selon l'ancien chef de gouvernement, le Dr Ahmed Benbitour. Celui-ci relève que 24% de la richesse nationale créée «dort et ne sert à rien». Pour l'universitaire et P-DG de l'Insim, le Dr Abdelhak Lamiri, il s'avère incontournable d'«investir dans les qualifications humaines», développer le management et ne pas financer uniquement les infrastructures mais l'intelligence.*

**Chérif Bennaïeur - Alger (Le Soir)** - A l'initiative de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) et du Syndicat national autonome de l'administration publique (Snapap), une conférence-débats a réuni, hier, l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, et l'universitaire et P-dg de l'Institut supérieur de management (Insim), le Dr Abdelhak Lamiri. Une conférence consacrée à la problématique du développement en Algérie, les deux conférenciers formulant une analyse critique de la politique économique actuelle. Considérant que «la politique écono-

mique menée actuellement hypothèque l'avenir du pays» et décriant «les insuffisances chroniques» en matière de gestion du patrimoine national, Ahmed Benbitour a estimé que l'Algérie «se dirige vers une trappe de misère permanente». Notre pays «s'appauvrit» en dépit des excédents générés par les hydrocarbures, une ressource non renouvelable, et dans un contexte de fluctuation du marché international. L'ancien chef de gouvernement relève ainsi la forte tendance à «imposer une forte austerité à la population» ainsi que la thésauroisation de la richesse produite. A ce propos, il a

noté que «24% de la richesse créée dort et ne sert à rien», une thésauroisation qui n'est même pas mise au service du développement.

En outre, il a indiqué que le flux net des investissements directs étrangers, enregistré dans la balance des paiements, était de 2,82 milliards de dollars en 2005-2006, mais qu'à contrario, les bénéfices rapatriés des entreprises associées à Sonatrach étaient alors de 10,03 milliards de dollars.

Pour Ahmed Benbitour, il s'agit tant de changer de système qui «a atteint ses limites» que les hommes, investir dans le secteur productif, de mieux considérer l'encadrement, d'encourager les patriotes économiques... Apportant son point de vue, l'universitaire Abdelhak Lamiri a également relevé les tares du «cercle vicieux» de la transition dans laquelle reste empêtrée l'Algérie dont «l'économie est de plus en plus fragile et de moins en moins compétitive» même si les indicateurs glo-

baux sont au vert. Selon le P-dg de l'Institut supérieur de management, notre pays est tenu à l'efficacité économique et doit favoriser le management efficient ainsi qu'une institution de conception stratégique.

En ce sens, il a appelé à «investir dans les qualifications humaines, la formation et le développement humains», «mobiliser les meilleures intelligences» notamment celles expatriées car il ne s'agit pas de financer uniquement les infrastructures.

Cet universitaire a ainsi recommandé une politique économique rigoureuse, une réorganisation économique, une modernisation institutionnelle, un développement décentralisé, ainsi qu'une planification technique couplée à la définition d'un projet de société, la réorientation des crédits bancaires vers le développement des petites et moyennes entreprises...

**C. B.**

## LES SYNDICATS AUTONOMES SOLLICITENT DES EXPERTS POUR ÉVALUER LA SITUATION ÉCONOMIQUE «La part des ménages de la richesse nationale est insignifiante»

*La grille des salaires de la Fonction publique, dont la mise en application est prévue pour la fin du mois en cours, suscite une certaine irritation auprès des travailleurs qui s'expriment, aujourd'hui, à travers une journée de protestation coordonnée par plusieurs syndicats autonomes.*

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Les travailleurs considèrent que ces augmentations ne répondent pas à la dégradation continue du pouvoir d'achat des Algériens. Les réserves de change qui ont dépassé les 100 milliards de dollars et dont ne bénéficient pas les Algériens alimentent la colère des travailleurs, qui demandent à partager les richesses du pays. Il s'agit là d'une question très complexe, que les dénonciations sur les salaires, à elles seules, ne suffisent pas à convaincre le pouvoir en place du droit au partage de la rente. Ainsi, dans la perspective de cette revendication, l'intersyndicale autonome de la Fonction publique, en collaboration avec la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité, a organisé, hier, une conférence-débat sur les perspectives de l'évolution du niveau de vie des Algériens. Ont été invités à s'exprimer sur cette problématique, deux éminents experts, l'ex-chef de gouvernement Ahmed Benbitour, et l'économiste

Abdelhak Lamiri. L'objectif de cette rencontre a été d'expliquer, aux différents syndicats, la situation économique du pays afin d'avoir une stratégie syndicale qui permettrait de construire une plate-forme de revendications solide, argumentée et justifiée. Pourquoi demander une augmentation des salaires, à quel moment le faire et quelles seraient les conséquences sur l'économie nationale ? Ce sont là les questionnements auxquels ont tenté de répondre les experts en toute objectivité. Largement justifiée, l'augmentation des salaires des Algériens est un droit fondamental, dans un pays qui affiche des indices économiques très favorables. Une croissance dépassant les 6%, des réserves de change importantes, un excédent commercial considérable, tous ces facteurs légitiment la sollicitation des travailleurs à avoir un salaire décent et équilibré avec le pouvoir d'achat. M. Benbitour explique que lorsqu'un pays produit une richesse, 60% de celle-ci doivent être injectés dans les ménages, par les salaires et l'accessibilité aux services. Or, en Algérie, la ration n'est pas distribuée à cette fin. Calculant sur 100 DA de richesse produite par an, les Algériens ont eu droit, en 2006, à 31,6 DA seulement, contre 43,8 DA en 2002 et 54 DA entre 1992 et 1995. Même sur les 31,6 DA censés aller aux ménages, les experts doutent fort que la totalité soit arrivée à bonne destination. 57

DA/100 sont par ailleurs destinés à l'épargne, tandis que 29,9 DA/100 sont investis dans les grandes réalisations dont 22,8 DA/100 versés dans les équipements. Sur cette analyse simpliste de la distribution de la rente pétrolière, puisque la richesse algérienne provient de celle-ci, très peu d'argent est utilisé pour améliorer les conditions de vie des Algériens. Elle démontre également que le pouvoir d'achat est en nette régression. Une explosion sociale suivie d'une misère permanente est ainsi, affirme M. Benbitour, inévitable dans le cas où cette situation perdure.

### La production nationale : seule alternative à la misère sociale

L'ex-chef du gouvernement a souligné que la vraie richesse qui assure la stabilité sociale et économique doit provenir de la production. «Dans une économie solide, le niveau de vie est maintenu par le travailleur et non par l'Etat. C'est la production qui assure la pérennité du salaire et son évolution», fait-il remarquer, en invitant les syndicats à négocier, au même titre que les salaires, les services sociaux offerts par l'Etat afin de garantir une certaine stabilité. «On ne peut pas traiter une question sans l'autre. Un enseignant ne peut pas exiger un meilleur salaire s'il ne peut pas avoir des conditions favorables pour l'exercice de sa fonction. Un médecin aussi ne peut pas demander un salaire extraordinaire si, dans son

service, les moyens de soigner ne sont pas mis à sa disposition», illustre M. Benbitour. Enchaînant dans la même logique, M. Lamiri a conseillé aux syndicats qui doivent négocier avec l'Etat sur les salaires, d'exiger la création d'un fonds de stabilisation des prix. Pourquoi ? Parce que, dit-il, devant la situation économique du pays, où la production est quasiment inexistante, le pouvoir tentera, une fois les salaires augmentés, de rattraper cet investissement dans les salaires par une augmentation de 50 à 70% des produits de première nécessité. La situation actuelle du marché confirme cette hypothèse mise en application avant même l'injection des augmentations décidées. M. Lamiri constate que la production nationale régresse à l'échelle de 1,5% par an et que les salaires sont exclusivement assurés par la rente pétrolière. Dans le cas où cette rente enregistre une baisse sensible, la société algérienne sera confrontée à un krach social et à une misère totale. «Nous avons besoin d'un syndicat très fort pour arracher de plus en plus de privilèges pour les salariés», préconise-t-il, pour répondre aux préoccupations des syndicats concernant l'évolution du niveau de vie des Algériens. Ces derniers affirment être engagés dans le développement d'une stratégie syndicale appuyée sur les données économiques pour faire valoir leurs droits.

**R. M.**

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Développement important du secteur en Algérie

*Aujourd'hui s'ouvre le premier Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie (Siphal 2008) au Palais des expositions. Près de 50 exposants y participent, selon les organisateurs de cette manifestation, dont une quinzaine d'étrangers.*

**Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir)** - Il s'agit, selon Yacine Loubet, directeur du salon, d'opérateurs et entités pharmaceutiques et parapharmaceutiques nationaux et internationaux, dont des laboratoires publics et privés, de distributeurs et de tous les secteurs d'activités en rapport avec la profession. Le but de cette première édition est de permettre aux professionnels du sec-

teur notamment les pharmaciens et les médecins ainsi qu'à tous les intervenants dans le domaine pharmaceutique et parapharmaceutique d'échanger des informations et d'établir des liens professionnels. Il vise également à créer un débat sur les perspectives de développement de cette activité, «un des principaux segments», a-t-il estimé, de la politique de santé en Algérie dans le

souci de contribuer à l'«émergence» d'un débat national sur la politique de santé publique dans le pays. En marge du salon, des conférences et débats axés autour de la «contrefaçon des médicaments en Algérie», du «sommeil et ses troubles», de «la flore intestinale», ainsi que des techniques de vente, sont programmés. S'agissant du premier sujet, qui devra être présenté par le Pr. Rachid DENINE, Professeur à la faculté d'Alger, il sera débattu mercredi après-midi. La contrefaçon est en fait un des maux de l'économie nationale. Aucune statistique fiable n'a été jus-

qu'à maintenant établie. «Il est très difficile de détecter un médicament contrefait.

Seul les laboratoires de contrôle peuvent le faire» a encore relevé Yacine Loubet, pharmacien de profession. Sans avancer de chiffres précis sur le développement de ce secteur, Yacine Loubet dira qu'en dix ans, ce secteur a connu un développement important. Néanmoins, il dira que l'enregistrement des médicaments est une longue procédure qui peut durer jusqu'à près de quatre années.

**M. O.**

## CIMENTERIE D'AÏN-TOUTA

## Un record national de production : plus de 117 %

Entrée en production en 1986, la cimenterie d'Aïn-Touta reste, après vingt et un ans d'exploitation, l'unité la plus performante du pays. Si, en vingt ans la production annuelle d'un million de tonnes selon ses capacités de production est dépassée en moyenne de 20 à 30 000 tonnes pour les deux dernières années, la performance est notable. Elle a été de 1 065 064 tonnes pour l'année 2006 soit 106,5% (dépassement des capacités de production de 65 046 tonnes) et mieux encore pour l'année 2007, 1 171 437 tonnes soit 117,2% (dépassement des capacités de production de 171 437 tonnes).

Cette prouesse (171 437 tonnes), qui est l'équivalent de plus d'un mois de production, n'est pas le fruit du hasard mais celui de la bonne gouvernance et surtout le fait du processus de management et de réalisation pour se mettre au diapason de la stratégie mondiale. Il faut dire aussi que les nouveaux stimulants y sont pour quelque chose, l'équivalent de quatre mois de salaire supplémentaires du simple ouvrier jusqu'au P-dg. Voilà ce que veut dire travailler plus pour gagner plus.

Réduction des temps d'arrêt, de celui des dépannages et surtout respect des objectifs de production qui, à la longue, est devenu la préoccupation de tous au point où la maintenance préventive est d'actualité au niveau pratiquement de tous les ateliers de production.

La cimenterie d'Aïn-Touta emploie 475 travailleurs avec près du tiers en cadres, 59 ingénieurs et licenciés, 98 techniciens supérieurs et techniciens, assurant de fait près de 15% de la production nationale et plus de 25% de l'entreprise des ciments et dérivés de l'Est (ERCE).

La cimenterie d'Aïn-Touta (SCIMAT) est la première d'Algérie à avoir obtenu le certificat de son système d'assurance qualité (ISO 9002 94) en mars 2000 avant de passer vers le système de management qualité (ISO 9001-2000) en mars 2003. Continuant son ascension, la SCIMAT a certifié son produit CPJ CEM II/A 42,5 le 7 février 2004 sous la marque algérienne Tadj (Lanor) remportant le prix national de la qualité la même année, pour devenir une année plus tard (2005) la première du pays certifiée conforme en matière de préservation et de protection de l'environnement (ISO 14001-2000).

Si, après vingt et une années de production, cette unité reste la plus performante du pays, dépassant toujours ses capacités de production nominale, cela s'explique par les efforts de modernisation et renouvellement des équipements informatiques, électriques, électroniques d'une part et d'autre part, l'importance accordée au perfectionnement des cadres.

Lancée il y a quelques mois, une nouvelle carrière de sable et d'aggrégats, non loin de la cimenterie au lieu-dit «Zéghinet», avec une capacité de 250 tonnes par heure entrera en production au début de cette année 2008, et réduira certainement le déficit et surtout la tension sur ces produits. Mieux encore, ciments et aggrégats ouvrent d'autres perspectives de production.

La cimenterie d'Aïn-Touta qui est une filiale du groupe ERCE regroupant cinq cimenteries (Aïn-Touta, Aïn-El Kebira, Hadjir Essoud, Hamma Bouziane et Elma Labiod) est implantée au lieu-dit «Chraf El Halla» sur la route nationale n°28, reliant Aïn-Touta à Barika. La SCIMAT qui s'étend sur 28 hectares se trouve sur la rocade ferroviaire reliant Aïn-Touta à M'sila, ce qui lui permet de s'alimenter en gypse, minéral de fer..., en plus de l'expédition des ciments vers le sud du pays.

Hier, tout l'état-major de l'ERCE a assisté aux côtés des travailleurs à la réception donnée en leur honneur pour cette nouvelle performance.

**H. M.**